

# Panorama du droit et du contentieux de la fonction publique

Réforme du statut du fonctionnaire et actualité 2013/2014  
dans les trois fonctions publiques



- » Droits et obligations des fonctionnaires : quelle réforme du statut ? Quelles incidences sur la politique RH ?
- » Déontologie : face à vos nouvelles contraintes, comment faire face ?
- » Statut, conflit d'intérêts, cumul d'activités, procédure fonctionnelle et sanction disciplinaire : anticipez vos nouvelles obligations
- » Loi du 12 mars 2012 : quelles solutions face à vos difficultés pratiques ?
- » Non-titulaires, carrière, notation, congés, rémunération, discipline... : quelles leçons tirer des récentes décisions de jurisprudence ?

## Formation d'actualité animée par

Didier Jean-Pierre  
**UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE**  
**CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE**

Christian Vigouroux  
Jérôme Michel  
Vincent Daumas  
**CONSEIL D'ÉTAT**

Irène Gazel  
**RÉGION RHÔNE-ALPES**

Pierre-Henri Thomazo  
**MAIRIE DE COLOMBES**

Muriel Gibert  
**CIG DE LA PETITE COURONNE**  
**DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE**

Jacques Bazin  
**MOLAS ET ASSOCIÉS**

Delphine Krust  
**SCP KRUST & PENAUD**

Christophe Pichon  
**CORNET VINCENT SEGUREL**  
**& ASSOCIÉS**



# La réforme du statut des fonctionnaires

MARDI 4 FÉVRIER 2014

JOURNÉE PRÉSIDÉE ET ANIMÉE PAR : **Didier Jean-Pierre** - Professeur de droit public - UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE  
Avocat Associé - Directeur des pôles Fonctions publiques - CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

ACTUALITÉ  
2013/2014



## À qui s'adresse cette formation ?

Dans les collectivités territoriales, les administrations centrales et les hôpitaux publics :

- Élus chargés des ressources humaines et/ou du personnel administratif
- Directeurs d'établissement
- Directeurs et directeurs adjoints
- DGS et DGA en charge des ressources humaines
- Directeurs et responsables des ressources humaines
- Chargés d'études RH
- Responsables et gestionnaires du personnel
- Directeurs et responsables juridiques
- Directeurs et responsables du contentieux
- Directeurs et responsables des relations sociales
- Juristes
- Adjoints administratifs
- Assistants juridiques

Centres de gestion de la FPT et délégations du CNFPT

Conseils auprès des organismes publics  
Avocats et juristes

## 8h45 Accueil des participants

### NOUVEAUX ENJEUX

#### 9h00 Nouveaux textes, réformes en cours : quel avenir pour la fonction publique ?

- Projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires : quelles nouvelles règles statutaires ?
  - Quels liens entre les trois fonctions publiques ?
  - Quelle articulation avec les réformes récentes sur les non-titulaires et la mobilité ?

- Quelle ambition de la refonte du statut ?
  - Les ambitions du rapport Pêcheur
- Parité, égalité hommes/femmes : quels enjeux ?
- Dialogue social : quelles nouveautés et quelles libertés pour les agents du service public ?
- Retraites : à quoi s'attendre ?
- Quel est le calendrier de mise en œuvre ?

**Christian Vigouroux**  
Président de la section du rapport et des études  
**CONSEIL D'ÉTAT**

### CONFLITS D'INTÉRÊTS ET CUMUL D'ACTIVITÉS

#### 10h00 Conflits d'intérêts : vos nouvelles obligations

- Quels faits susceptibles d'être qualifiés de conflits d'intérêts ?
- Quelles conséquences pour l'agent en cas de dénonciation ?
  - Comment prouver l'absence de conflit d'intérêts ?
  - *Quid* en cas de mauvaise foi ? Quelles sanctions ?
- Protection des agents : comment assurer l'efficacité de la lutte contre les conflits d'intérêts ?
- Quelle est la place désormais de la commission de déontologie ?

**Didier Jean-Pierre**

#### 11h00 Pause-café

#### 11h15 Quel durcissement de la législation sur le cumul d'activités ? Quelles restrictions au régime actuel ?

- Quelle est la portée de l'obligation de non-cumul d'activités ?
  - La création ou la reprise d'entreprises
  - Est-ce la fin de l'auto-entreprise ?
  - Les activités à temps partiel

- Quelles dérogations ?
  - L'activité accessoire
  - Quelle limitation dans la durée ?
- Quelles sanctions en cas de non-respect de la réglementation ?
- Qu'en est-il pour les personnes bénéficiant actuellement du cumul d'activités sous l'empire du décret de 2011 ?
  - *Quid* des dispositions transitoires ?

**Didier Jean-Pierre**

#### 12h30 Déjeuner

### STATUT

#### 14h00 Quelles modifications des positions statutaires ?

- Activité, détachement, disponibilité ou congé parental : dans quelles positions statutaires le fonctionnaire peut-il être placé ?
  - *Quid* en matière de mobilité entre les fonctions publiques ?
  - Quelles conséquences de la disparition de la position hors cadre ?
- Reclassement : comment se conformer aux nouvelles règles ?
- Titularisation ou intégration dans une autre fonction publique : tout ce qu'il faut savoir
- Quels enjeux de l'unification de la structure des corps et cadres d'emplois entre les trois fonctions publiques ?
- Quelle harmonisation des règles de mise à disposition ?
- *Quid* de la situation des agents non-titulaires ?

**Irène Gazel**  
Directrice des ressources humaines  
**RÉGION RHÔNE-ALPES**  
& **Didier Jean-Pierre**

#### 15h30 Pause-café

### DISCIPLINE

#### 15h45 Quelle harmonisation des règles entre les trois fonctions publiques ?

- Quel renforcement des dispositifs en cas de harcèlement sexuel ou moral ?
  - *Quid* du bénéfice de la protection fonctionnelle ?
- Quel élargissement des hypothèses de protection fonctionnelle ?
  - Quelle est la portée de son extension aux conjoints et ascendants de l'agent ?

- Que recouvre la notion d'atteinte volontaire à la vie et à l'intégrité de la personne ?
- Mesures pénales : quelles nouveautés ?
- Unification du régime des sanctions disciplinaires : comment s'adapter ?
  - Quelles nouvelles sanctions créées ?
  - Quelle révision des barèmes et de la gradation ?
  - Quels enjeux pratiques de la fin de l'imprescriptibilité de l'action disciplinaire ?
  - Quelles conséquences des poursuites pénales sur la suspension de fonction ?

**Pierre-Henri Thomazo**  
Directeur des ressources humaines  
**MAIRIE DE COLOMBES**

### LOI DU 12 MARS 2012

#### Table ronde

#### 17h00 Premiers retours d'expériences : comment faire face aux difficultés d'application ?

- Ancienneté, effectivité des services... : quelles simplifications apportées par le projet de loi Lebranchu ?
- Les difficultés sur le plan stratégique
- Sélection professionnelle : comment faire face à la complexité du dispositif ?
  - *Quid* si les candidats reçus ne sont pas ceux espérés par la collectivité ?
  - Que se passe-t-il en cas d'échec d'un candidat ?
- La non-mise en œuvre de la limite des 2 ans des CDD : quelles difficultés rencontrées ?
  - Quel risque de requalification en CDI ?
  - Quel sort pour les agents maintenus en situation de précarité au-delà des 2 ans ?
- Le principe de lutte contre la précarité voulu par la loi n'est-il pas régénéré en pratique ?

**Didier Jean-Pierre**  
**Irène Gazel**  
**Pierre-Henri Thomazo**  
**Muriel Gibert**  
Directeur général adjoint Emploi, concours, santé et action sociale  
**CIG DE LA PETITE COURONNE**  
**DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE**

#### 18h00 Clôture de la journée



## 8h45 Accueil des participants

### AGENTS NON-TITULAIRES

#### 9h00 CDI, CDD : quelle influence des récentes décisions sur la gestion des droits des agents contractuels ?

- Quelle est l'étendue de l'office du juge en matière de recrutement des non-titulaires ?  
- CE 13 février 2013, *Ministre des affaires étrangères*
- Quels risques de requalification d'un contrat de travailleur indépendant en CDI ?  
- CE 20 février 2013, n°355901
- Quelle définition du vacataire ? Quelles conséquences ?  
- CE 11 février 2013, n°347145
- Quelle indemnité de préavis pour un agent contractuel licencié ?  
- CAA Marseille 26 mars 2013, n°11MA03673
- Non-renouvellement d'un CDD : quelles actualités ?  
- CAA Marseille 12 février 2013, n°11MA04694  
- CAA Lyon 11 avril 2013, n°12LY01994
- Quid en cas d'absence d'entretien pour un refus de reconduction d'un CDD en CDI ?  
- CE 26 avril 2013, n°355509
- Le contrat d'un agent non titulaire peut-il stipuler une durée de préavis plus favorable ?  
- CE 6 février 2013, *Mme Chirio*
- CDI et reclassement : quelles obligations pour l'administration ?  
- CE avis 25 septembre 2013, n°365139

Jacques Bazin

Avocat Associé

MOLAS ET ASSOCIÉS

## 10h45 Pause-café

### PROTECTION FONCTIONNELLE ET PROCÉDURE DISCIPLINAIRE

#### 11h00 Protection des agents publics, responsabilités et sanctions : quelles évolutions ?

- Comment apprécier l'imputabilité du comportement délibéré d'un agent ?  
- CE 6 février 2013, n°355325
- Quel cumul des sanctions pénales et disciplinaires ?  
- CE 21 juin 2013, n°345500
- Comment motiver une sanction disciplinaire ?  
- CAA Douai 14 mars 2013, n°12DA00813
- Dans quelle mesure le passé disciplinaire d'un agent est-il un facteur aggravant ?  
- CAA Bordeaux 26 mars 2013, n°12BX00055

- Conseil de discipline : comment respecter le principe d'impartialité ?  
- CE 8 avril 2013, n°364105
- À qui incombe la prise en charge de la protection fonctionnelle lorsque l'agent travaille pour plusieurs collectivités ?  
- CE 5 avril 2013, n°349115
- Quid en cas d'effacement d'inscriptions au B2 ?  
- CE 17 mai 2013, n°356489
- Dans quelle mesure un juge peut-il aggraver la sanction de l'agent ?  
- CE 17 juillet 2013, n°362481

Jérôme Michel

Maître des requêtes

CONSEIL D'ÉTAT

## 12h30 Déjeuner

### GESTION DES CARRIÈRES

#### 14h00 Avancement, notation, détachement, disponibilité... : quelle gestion des carrières ?

- Comment motiver les délibérations d'un jury d'aptitude professionnelle ?  
- CE 6 mars 2013, n°358711
- Valeur professionnelle : comment l'apprécier ?  
- CE 24 avril 2013, n°346021
- Concours : quelles règles d'accès ?  
- CE 4 février 2013, *M. Bontemps*  
- CE 8 avril 2013, n°340152
- Quelle prise en compte des activités antérieures à une nomination dans la fonction publique ?  
- CE 11 février 2013, *M. Pinto*
- Annulation d'une décision rejetant une demande de promotion : quelles conséquences ?  
- CE 15 février 2013, n°351340
- Quelles règles en cas de retour de détachement ?  
- CE 13 mars 2013, *Département de la Moselle*
- Comment gérer l'issue de la disponibilité ?  
- CE 24 avril 2013, n°348137
- Quel contenu d'une demande de reclassement ?  
- CE 17 mai 2013, n°355524
- Quelles précisions relatives au licenciement d'un agent ?  
- CE 1<sup>er</sup> août 2013, n°357852

Vincent Dumas

Rapporteur public

CONSEIL D'ÉTAT

## 15h30 Pause-café

### CONGÉS ET MALADIE

#### 15h45 Congés, maladies et absences : quelles précautions prendre ?

- Congés maladie et temps de travail : quels liens ?  
- CE 27 février 2013, n°355155

- Dans quels cas le placement d'office d'un agent en congé maladie est-il possible ?  
- CE 8 avril 2013, n°341697
- Comment récupérer le temps passé en congé maladie ?  
- CE 27 février 2013, n°355155
- Quelle est la légalité d'un placement d'office en congé rémunéré ?  
- CE 6 février 2013, *M. Martin*
- À partir de quel moment un agent peut-il être placé en congés de longue durée ?  
- CE 20 mars 2013, n°347635
- En cas d'inaptitude d'un agent, dans quel délai lancer une recherche de poste de reclassement ?  
- CAA Bordeaux 9 avril 2013, n°12BX00099
- Quelle motivation de l'imputabilité au service d'un arrêt de travail ?  
- CE 15 mai 2013, n°348332

Dolphine Krust

Avocat Associé

SCP KRUST & PENAUD

### RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES

#### 16h45 Quel octroi des primes ?

- Attribution de la NBI : quelles précisions ?  
- CE 22 janvier 2013, n°349224  
- CE 26 avril 2013, n°352683
- Comment abroger une décision accordant une indemnité de fonctions ?  
- CE 11 février 2013, n°350683
- Quelle rémunération en cas d'absence de l'agent pour cause de participation à une grève ?  
- CE 22 mars 2013, n°346703
- Selon quelles conditions, des agents, exerçant des fonctions de même niveau, peuvent-ils percevoir des indemnités différentes ?  
- CAA Marseille 6 mars 2013, n°10MA02791
- Fraude : quel point de départ de la prescription de l'action en restitution de rémunération ?  
- CE 22 mai 2013, n°356276
- Dans quelles hypothèses un agent peut-il obtenir une indemnité complémentaire pour accident de service ?  
- CAA Nantes 23 mars 2013, n°12 NT00376
- Quelle liberté est laissée à la collectivité dans la modulation d'une indemnité d'exercice ?  
- CE 24 avril 2013, n°354695

Christophe Pichon

Avocat à la Cour

CORNET VINCENT SEGUREL & ASSOCIÉS

## 17h45 Clôture de la formation



### Quels sont les objectifs pédagogiques ?

- Décryptez les évolutions législatives et réglementaires et intégrez leurs impacts sur vos pratiques
- Appréhendez les principales orientations de la réforme de la fonction publique
- Appliquez la jurisprudence de l'année écoulée

### Quelle est la méthode de travail ?

- Un examen des nouveaux textes par les meilleurs experts de la fonction publique
- Un décodage des décisions jurisprudentielles rendues en 2013/2014
- Un support écrit détaillé et spécialement conçu pour l'occasion sera remis à chaque participant



À l'issue de cette formation, vous saurez appliquer toutes les évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles pour sécuriser vos pratiques

